

*[Text]*

Mr. Chairman, we have had the best advice, both internally and through this procedure on an ongoing basis for three years, of what in a general category endangers operations. We have taken care not to endanger those procedures under that general description.

However, to say that there is potential danger from broadcasting the fact that there are SWAT teams in place is erroneous, since my eight year old son knows there are SWAT teams in place during a terrorist operation. In the last terrorist incident, we showed pictures of the SWAT teams on rooftops. During this incident we did not, but we had them. Would we have reported a darkened van with camera lenses capable of penetrating the polarized windows of the bus? I do not think that we at the CBC would have done that.

Some things defy common sense and others do not, and some things are ambiguous. However, I certainly do not expect a situation where Don Newman, who is in the middle of a live situation, would call the police and say: "Can I say the following?" I would think it would be up to the police to say: "There are several operations underway."

The point that Mr. Shoemaker raised is an interesting one. If men were rappelling from a helicopter and they were within camera range, what would we have done? In my opinion, if we had had the wit, we would not have shown it. I think we are sensitive enough to know that.

Mr. Chairman, I will tell you at what level our thinking was. We had packages prepared on the demonstrations and marches over Beirut that had taken place on the Hill a week earlier, and we made a decision not to refer to them or to play them because we did not want to impute motive to the hostage taker. Therefore we did not refer to the incidents that had happened on that very spot less than a week earlier when the Montreal and Toronto Lebanese community demonstrated on the Hill, because we did not want to make that linkage. Nor did we refer very extensively in our live coverage to the linkage with Lebanon because, again, part of our policy is not to provide platforms, but to provide some sort of journalistic analysis and entity. That I believe we did in this incident.

Mr. Chairman, with respect to the implied question about the CBC Radio in the guidelines, I can tell you that the guidelines apply to all services of the CBC. Obviously those guidelines were applied differently in each case by responsible editors. Therefore you would have to ask CBC Radio about its coverage.

Again, Senator Kenny, with very few exceptions, what you have read to me would not appear to me, on the surface, to be material that would substantially endanger an operation. However, I can be persuaded. I think we should have had the opportunity to discuss it during that period. At the time that

*[Traduction]*

Monsieur le président, voilà trois ans que l'on ne cesse de nous expliquer, tant dans notre organisme que par ce moyen, ce qui constitue de façon générale un danger pour les opérations. Nous avons pris garde à ne pas compromettre ces interventions en fonction de cette description générale.

Or, lorsqu'on dit que le fait de diffuser à l'antenne que des équipes d'intervention sont en place constitue éventuellement un danger est faux puisque mon fils de huit ans sait très bien qu'il y a des équipes d'intervention pour toute opération terroriste. Lors du dernier incident, nous avons montré des images des équipes d'intervention sur les toits. Pour cet incident particulier, nous ne l'avons pas fait, alors que nous avions ces images. Aurions-nous fait un reportage à partir d'un camion ne laissant rien voir de l'extérieur et ayant à bord des objectifs capables de permettre de voir à travers les vitres fumées du bus? Je ne pense pas que nous aurions pu faire une telle chose à CBC.

Certaines choses constituent un défi au bon sens et d'autres sont ambiguës. J'ai tout de même du mal à imaginer Don Newman appeler la police en plein reportage en direct pour leur demander: «Est-ce que je peux dire telle chose?» Il me semble que c'est la police qui devrait dire: «Plusieurs opérations sont en cours.»

La question soulevée par M. Shoemaker est intéressante. Si on avait descendu des hommes au bout d'une corde à partir d'un hélicoptère et qu'ils soient dans l'angle de la caméra, qu'aurions-nous fait? Il me semble, en toute logique, que nous ne l'aurions pas montré. Je pense que nous avons suffisamment de bon sens pour savoir cela.

Monsieur le président, je vais vous dire où en était notre raisonnement. Nous avions des séquences toutes prêtes des démonstrations et des marches qui avaient eu lieu une semaine plus tôt sur la Colline au sujet de Beyrouth et nous avons décidé de ne pas les mentionner et de ne pas les retransmettre parce que nous ne voulions pas attribuer des motifs à l'auteur de la prise d'otages. Nous n'avons donc pas mentionné les incidents qui s'étaient passés au même endroit une semaine plus tôt lorsque les communautés libanaises de Montréal et de Toronto manifestaient sur la Colline, parce que nous ne voulions pas faire le lien entre les deux séries d'événements. Nous n'avons pas beaucoup parlé non plus dans notre reportage en direct du lien avec le Liban car, une fois encore, notre politique consiste en partie à ne pas fournir de tribune, mais à donner une analyse journalistique. C'est je pense ce que nous avons fait pour cet incident.

Monsieur le président, pour ce qui est de la question des directives concernant CBC Radio, je puis vous affirmer qu'elles s'appliquent à tous les services de CBC. Le fait est qu'elles ont été appliquées différemment dans chaque cas par les réalisateurs responsables. Il vous faudra donc poser la question à CBC Radio sur son reportage.

Je dois dire encore une fois, monsieur Kenny, à quelques rares exceptions près, que ce que vous m'avez lu ne me semble pas à première vue devoir constituer un danger éventuel pour une opération. Je suis prêt à écouter les preuves du contraire cependant. Il me semble que nous aurions dû avoir la possibilité d'en discuter au cours de cette période. Pendant une trans-